

PRÉFET DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Rhône-Alpes

Service Connaissance Études Prospective  
Évaluation

**ARRÊTÉ n°AO8212P0032 du 17/07/2012**

**Portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE, du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 311-1 et R. 311-1 à R. 311-5-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 22 mai 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n°12-120 du préfet de région Rhône-Alpes du 23 avril 2012 portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Monsieur Philippe Ledenvic, ingénieur général des Mines, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° 2012152-0001 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes du 31 mai 2012 portant délégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au défrichement d'une surface de 1 500 m<sup>2</sup> en vue de sécuriser la piste « Traversée de Bourbon » sur la commune des Allues, reçue le 10 juillet 2012 et considérée complète le même jour ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé en date du 13 juillet 2012 ;

Vu la contribution du Parc national de la Vanoise en date du 17 juillet 2012 ;

Considérant que le défrichement en question concerne des surfaces ponctuelles de pessière (1 500 m<sup>2</sup>) en bordure de la forêt communale ;

Considérant que les travaux consistent à élargir et aplanir la piste « Traversée de Bourbon » afin de sécuriser la piste bleue en question ;

Considérant que le site d'implantation du projet n'est concerné ni par des zonages d'inventaires ni par des zonages réglementaires attestant d'une sensibilité environnementale ;

Considérant l'absence d'enjeux environnementaux soulevés par ce projet de faible envergure et dont les impacts potentiels sont circonscrits ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le dossier de défrichement d'une surface de 1 500 m<sup>2</sup> en vue de sécuriser la piste « Traversée de Bourbon », sur la commune des Allues, est dispensé de la production d'une étude d'impact.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 (IV) du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

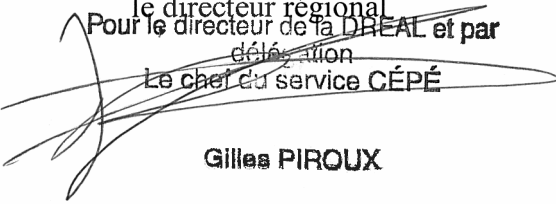
### **Article 3**

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

### **Article 4**

Le préfet de région, le préfet du département de la Savoie, le directeur régional de l'environnement et monsieur le maire des Allues, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Lyon, 17 juillet 2012

Pour le préfet de région, par délégation  
le directeur régional  
Pour le directeur de la DREAL et par  
délégation  
Le chef du service CÉPÉ  
  
Gilles PIROUX

**1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes  
Préfecture de région  
106 rue Pierre Corneille,  
69 419 LYON cedex 03

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

**2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact**

**Recours gracieux :**

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes  
Préfecture de région  
106 rue Pierre Corneille,  
69 419 LYON cedex 03

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
92055 Paris-La-Défense cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal administratif compétent

(Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

